

# L'économie de communion

## Une contre-culture

●●● **Alain Dupraz**, Thônex (GE)  
Journaliste

Fin 2006. Dans la Broye, les dirigeants de Tergon, une fabrique de chaises de bureau ergonomiques, font les comptes. « Encore un bon exercice ! » Un dividende de 5 % sera versé aux actionnaires. Ceux-ci avaient donc raison de croire à cette start-up lancée en 2000, qui a dû très vite faire face à la conjoncture économique délicate de l'après 11 septembre. Après quatre ans de sacrifices, les investisseurs se voient payés en retour avec cette seconde année consécutive dans les chiffres noirs...

Une entreprise comme les autres ? En apparence, oui : un bon produit, une trentaine d'employés, une centaine d'actionnaires, un capital d'un million de francs, des salaires, du profit, un dividende. Et pourtant...

Les entrepreneurs qui ont fondé Tergon ne se sont pas contentés de lui trouver des capitaux. Ils l'ont aussi dotée de statuts prévoyant que les bénéfices dégagés doivent, outre les affectations ordinaires (développement de l'entreprise,

dividende des actionnaires) être utilisés dans un but social. Partager ce qu'on gagne avec les pauvres, les démunis ! En ces temps de course au profit et à l'enrichissement personnel, voilà une idée quelque peu révolutionnaire ! Mais ce principe de base de « l'économie de communion » ne reflète que l'aspect matériel d'une idée qui dépasse, et de loin, la simple destination d'un bénéfice.<sup>1</sup>

Qualifiée de folle par certains, cette idée a été lancée au Brésil par Chiara Lubich, fondatrice du Mouvement des Focolari, en 1981. En visite à Rio, elle prend la mesure du fossé gigantesque qui sépare le riche cœur de la ville de sa « couronne d'épine » - comme le cardinal Arns désignait alors les immenses bidonvilles de cette mégapole d'Amérique du Sud.

Aux quelques milliers de membres brésiliens de son très laïc mouvement spirituel, elle propose de créer des entreprises dont le but serait précisément de lutter contre ce fossé qui sépare les riches des pauvres. Fonctionnant selon des règles de gestion rigoureuses, de telles entreprises devraient dégager un profit. Mais celui-ci serait partagé en trois parts : l'une pour le développement de l'entreprise, l'autre pour les pauvres, la troisième étant affectée à la formation de personnes à cette mentalité nouvelle. Utopie ou prophétie ?

*Vivre et appliquer le message de l'Évangile au travers de son entreprise est chose possible. En dehors des initiatives personnelles, il existe un mouvement structuré, lancé et développé par les Focolari, qui témoigne que l'on peut faire fructifier une société, tout en appliquant des valeurs de fraternité et de don. Une alternative au modèle néo-libéral, porteuse d'espérance. En Suisse, des chefs d'entreprise se sont ralliés à cette économie de communion. Reportage.*

1 • Depuis 1993, l'économie de communion a fait l'objet de quelque 240 thèses et recherches universitaires, en Europe et en Amérique du Sud. Les trois-quarts sont disponibles sur le site Internet [www.edc-online.org/fr/\\_idea.htm](http://www.edc-online.org/fr/_idea.htm), qui fournit également les axes principaux et l'historique de cette idée, ainsi que les actes de nombreux colloques et séminaires qui se sont déroulés sur le sujet.

Dans son Valais natal, à des milliers de km de Rio, Jean-Michel Besson, ingénieur agronome, reçoit le message de Chiara Lubich cinq sur cinq. Stimulés par une proposition qui leur fait entrevoir une ouverture nouvelle à leur activité professionnelle, son épouse Patricia et lui réorientent d'un commun accord les buts de leur entreprise agricole - un secteur en continuelle perte de vitesse dans nos campagnes laminées par la mondialisation !

Ils mettent donc le partage au centre de leurs préoccupations. Ce qui ne les empêche pas d'élever correctement quatre enfants, aujourd'hui au seuil de l'autonomie adulte. « Avec nos deux employés, explique Jean-Michel, j'essaie d'établir une relation fraternelle. C'est un exercice quotidien, qui m'amène parfois à m'excuser quand je découvre que je me suis trompé. La confrontation dans le but d'établir la vérité entre nous a débouché sur des liens d'amitié. »

Amitié, fraternité, un monde en rose sur des montagnes bucoliques ? Pas tout à fait. Jean-Michel : « Comme partout, nous rencontrons des difficultés, des échecs. L'essentiel est de recommencer toujours. Adhérer à l'économie de communion rend libre face au pouvoir corrompteur de l'argent. Un jour, j'ai vu que je pouvais facilement obtenir un subside en fraudant un peu une déclaration ; personne n'aurait rien remarqué. Mais face à mon idéal, j'ai compris que je ne pouvais pas le faire. Cette somme que j'aurais gagnée en plus, au travers des bénéfiques que je partage, c'est aux démunis qu'elle aurait été. Et il m'est apparu clairement qu'il est tout simplement impossible de donner d'un cœur pur de l'argent gagné frauduleusement, de voler d'un côté pour donner de l'autre. » Honnêteté, droiture. Mais surtout, construction de relations justes et fraternelles entre les hommes, qui fait participer

chacun à l'effort collectif. Les conséquences dans le management de ces entreprises sont considérables, aux antipodes du modèle économique dominant.

## Réveiller la fraternité

On sait bien à quel point ce dernier a développé un style de direction faisant peu cas des personnes, désormais considérées tout au plus acteurs d'un mauvais jeu de rôles : la fonction « directeur » décide un jour de licencier une dizaine de fonctions « employés ». C'est beaucoup plus simple de travailler ainsi ; on se débarrasse des scrupules humains, car « ce sont les lois du marché qui le veulent » ! Et l'économie devient inhumaine. Elle n'est plus faite pour la personne, mais vit pour elle-même. Elle n'est plus au service de l'homme, qui lui est désormais asservi. Elle prend des allures d'ogre qui dévore tout, à commencer par les petits et à poursuivre par les gros, jetés par plus gros qu'eux le jour où ils ne servent plus, où la maladie, la fatigue, le stress font baisser la performance ou rendent inutile.

Les tenants de l'économie de communion ne passent pas leur temps à contester les règles du commerce mondial ; ils ne dressent pas de barricades contre les excès de la mondialisation. Leur contestation est néanmoins bien réelle et terriblement concrète, car elle se frotte quotidiennement aux dures réalités d'une concurrence de plus en plus forte et de moins en moins réglementée. Elle s'élève chaque jour, doucement, au cœur du « système ».

Leurs entreprises - 735 de par le monde aujourd'hui ! - travaillent *dans* et *avec* les acteurs de l'économie dominante, mais en luttant sans compromis contre elle. Contre une course au profit rapide qui mine la pérennité économique et

les conditions de vie des générations futures. Contre l'exigence d'une rentabilité de plus en plus élevée - les fonds de pension exigent 15% aujourd'hui, combien demain ?

On pourrait situer l'économie de communion dans la mouvance altermondialiste, radicalement opposée au système dominant. Il n'est pas sûr que tous ses adhérents s'en réclament. Leur préoccupation est d'abord d'ordre... spirituel. Christoph Hohl est l'un des trois dirigeants de Tergon : « Les premières années, nous avons rencontré des difficultés énormes, et ce n'est pas fini. Mais nous avons aussi vécu des choses extraordinaires qui tiennent du miracle. En Suisse alémanique, nous avons un jour pris contact avec une femme pour la prospection et la vente de nos chaises. Apprenant notre motivation, elle a aussitôt accepté de travailler pour nous. Ou encore, un vendeur d'Allemagne qui ne gagnait guère avec nous au début, nous a néanmoins beaucoup aidé à entrer dans ce marché, car il disait " l'économie a besoin d'entreprises comme la vôtre ". Maintenant il gagne fort bien sa vie avec nos chaises ! »

Christoph poursuit : « Comment expliquer qu'un fournisseur, intéressé à n'honorer que des commandes de 10000 pièces au moins, accepte de répondre à nos petites commandes de 100 ? La seule explication est que nous avons réussi à établir avec lui une telle relation de confiance, d'amitié, qu'il le fait volontiers. Il a trouvé dans notre démarche "quelque chose" qui le touche, qui réveille en lui un peu de la fraternité qui nous anime, de la "culture du don" dont parle Chiara Lubich. »

En lançant l'économie de communion en 1991, Chiara Lubich disait en effet : « A la différence de l'économie de consommation basée sur l'avoir, l'économie de communion est l'économie du

don. » L'idée surgit d'une conviction évangélique nourrie par une vie entière au service d'un christianisme renouvelé, moderne, actuel. Lequel, parce qu'il est basé sur une foi immense en Dieu, fait confiance à l'homme du XXI<sup>e</sup> siècle comme le Christ historique l'a fait avec l'humanité de son époque. « Cela peut paraître ardu, difficile, héroïque, poursuivait Chiara Lubich en 1991. Mais non, car l'homme est fait à l'image de Dieu, qui est Amour ; et c'est justement en aimant, en donnant, qu'il se réalise. Cette exigence est inscrite au plus profond de son être, qu'il soit croyant ou non. C'est sur cette constatation, appuyée par notre expérience, que se fonde notre espérance en une diffusion universelle de l'économie de communion. »

Dix ans plus tard, en 2001, au cours d'un colloque sur ce thème qui se tenait à Paris, une représentante de l'Unesco

*Montage à l'entreprise Tergon.*



disait : « Je vois dans cette aventure une nouvelle forme d'entreprendre, qui introduit le spirituel au cœur de l'économique, qui modifie les rapports entre partenaires et les place sur un même terrain de confiance et de générosité réciproque. »

Et la professeure Manuela Silva, de l'Université de Lisbonne, commentait : « En introduisant dans les jugements, attitudes et comportements, la dimension du don, qui est intrinsèque à tout être humain, quoique très souvent étouffée par l'individualisme régnant, on ouvre des perspectives nouvelles pour encadrer la prise de décision au sein de l'entreprise. Le concept de communion comme axe de structuration de la personne humaine peut apporter une nouvelle clé de lecture des rapports sociaux, et contribuer ainsi à dépasser la conception individualiste qui prédomine aujourd'hui en matière économique. »

L'économie de communion implique une vision anthropologique de l'homme, elle surgit d'une culture que Chiara Lubich définit « du don », elle-même fruit de son expérience. On peut y croire ou le contester. Mais on ne peut pas dénier à Chiara Lubich une extraordinaire réussite. Au cours d'une longue vie basée sur un Evangile radicalement vécu, elle a mis en marche un vaste mouvement - les Focolari - qui concerne aujourd'hui sur la planète, peu ou prou, cinq à six millions de personnes. Celles-ci forment un vivier de talents multiples qui peuvent éclore dans l'économie de communion.

## Un témoignage concret

Depuis 1991, cette forme d'économie s'est développée lentement, au prix de mille difficultés d'un environnement hostile, dominé par les puissants, qui ne fait guère de cadeaux aux petits. Les 735 entreprises qui la composent aujourd'hui

d'hui sont actives dans les domaines les plus variés. Elles ne dégagent pas des sommes fabuleuses mais aident néanmoins des milliers de démunis. Et participent concrètement à la création d'emplois dans un monde qui a bien besoin de cela aussi. Surtout, elles existent, comme un échantillon d'une mondialisation différente où l'homme est au centre. « C'est aussi une forme d'évangélisation, estime Christoph, le patron de Teragon. Au début, je ne le faisais pas, mais aujourd'hui quand j'engage quelqu'un, je lui dis clairement nos buts ; car cela peut devenir pour lui une motivation, qu'il soit chrétien, croyant ou rien du tout. Et puis, démontrer que de telles entreprises arrivent à "tourner", qu'elles réussissent à faire leur place dans l'économie, c'est aussi un témoignage d'Evangile. Nous montrons ainsi que l'Evangile vécu concrètement par des dirigeants d'entreprises peut agir dans ce monde non pas pour écraser les autres, mais au contraire pour sortir les démunis de la misère. » Centrer l'activité économique sur la personne humaine, créer des richesses dans un but solidaire, en respectant tout être humain quel qu'il soit, y compris les générations futures, préférer le bien commun aux intérêts individuels : l'économie de communion véhicule des valeurs qui... donnent envie d'y travailler.

En proposant une éthique des relations humaines jusque dans les arcanes les plus sombres de l'économie, elle porte en elle l'immense espoir d'un monde vivable. Surtout, elle porte l'Evangile au sein de l'économie, comme une proposition et un défi permanent lancé aux acteurs du monde du travail, patrons ou employés, sincèrement désireux du bien commun.

**A. D.**

# Forum social mondial 2007

## L'expérience jésuite

Les représentants de la famille ignatienne se sont retrouvés du 17 au 19 janvier pour un pré-forum. Dans le cadre du séminaire sur *La transformation spirituelle et sociale en Afrique et à Madagascar*, le Père Général a incité les différentes organisations jésuites luttant sur le continent à continuer « à aller de l'avant pour renforcer les liens entre les institutions et les individus engagés dans la transformation de la réalité sociale... et à construire à partir des diverses riches ressources des cultures et des peuples ». On a pu aussi entendre un rappel de ce qui constitue la pédagogie des jésuites, une pédagogie fondée sur la compréhension du contexte : il s'agit d'observer avec attention l'ensemble du monde, de réfléchir, puis d'entreprendre des actions concrètes.

Sur la base de ces éléments, Sœur Ephenia Gachiri a décrit, lors d'un atelier de travail, son expérience de lutte contre l'excision (elle évalue à environ 130 millions, le nombre de femmes victimes de cette pratique en Afrique). Elle a commencé par observer la réalité des villages et par parler aux femmes. Une fois parvenue à saisir la situation à travers les yeux des victimes, elle a passé quelques années à étudier l'histoire de cette pratique et ses multiples éléments qui constituent un rite de passage complet pour les femmes. Finalement, elle est passée à l'action. Elle a contesté cette

pratique ouvertement, tout en tentant de recueillir le soutien des hommes et des femmes. « Nous ne devons jamais oublier, a-t-elle déclaré, que la transformation de la société ne signifie pas la destruction de sa culture et de ses traditions. »

David Kaulem, professeur de philosophie et d'éthique à Harare (Zimbabwe), a décrit pour sa part les grandes lignes du paradoxe de la modernité africaine : la prédominance du « politique » sur tous les autres domaines (par exemple l'économie et la religion), ainsi que l'existence d'ambivalences en réaction au passé colonial. « Nous détestons l'idée d'un Etat-nation, construit sur l'objectif colonial d'exploitation à l'extrême des ressources naturelles d'un pays, et pourtant nous défendons l'Etat-nation comme solution à nos problèmes. »

Il a ensuite énuméré six défis pour l'Afrique : la recherche de la vérité, c'est-à-dire la lutte pour nommer et définir ce qui arrive ; la participation des personnes et des organisations sociales à la base, une condition essentielle à la stabilité ; la question de l'augmentation de l'écart entre les pauvres et les riches ; la lutte contre la maladie (malaria, sida) ; l'établissement des droits humains et de la sécurité ; enfin l'égalité des sexes.

**Rédaction**

*(D'autres analyses aux pp. 26-29)*

*Le septième Forum social mondial s'est tenu à Nairobi (Kenya), du 20 au 25 janvier, sur le thème de « Lutttes des peuples, alternatives des peuples ». La famille ignatienne (les jésuites et leurs collaborateurs), qui a déjà participé aux différents Forums sociaux mondiaux, était aussi présente à Nairobi. Ce dernier Forum revêtait du reste une importance particulière pour la Compagnie de Jésus, le développement intégral des peuples d'Afrique constituant l'une de ses priorités apostoliques internationales. Reflets au travers de quelques réactions de ses participants.*

# L'avenir du Forum

●●● **Valeria Méndez de Vigo**, Madrid

Déléguée au Forum de Nairobi de Entreculturas,  
une ONG jésuite espagnole

A l'issue de la septième édition du Forum social mondial (FSM), une question a suscité de nombreux débats : où va le Forum ? quel chemin doit-il emprunter pour rester pertinent ? « Créé en 2000 et fruit de la bataille de Seattle, le FSM s'est transformé en une sorte de Mecque pour tous ceux qui sont à la recherche d'un monde plus juste (la devise du Forum est *Un autre monde est possible*). Il rassemble quantité d'organisations, grandes et petites, internationales et locales, aux idéologies très différentes, des mouvements sociaux, des communautés de base, des syndicats, etc.

Il est indéniable que depuis sa première édition, le Forum a dépassé amplement les attentes quant au nombre de participants et son expansion géographique. Il est également indéniable qu'il a surpassé le Forum économique de Davos qui, aux mêmes dates, réunit les principaux leaders économiques du monde, puisqu'il ne cherche pas à en être la réplique, mais se dote d'un objectif plus large : il prétend considérer les préoccupations, espoirs et alternatives de la société civile.

Il est aussi incontestable que beaucoup des revendications du Forum en sont venues à faire partie d'agendas politiques et qu'il est devenu une référence au niveau mondial. Comme le dit Boaventura de Sousa, directeur du Centre d'études sociales de l'Université de Coimbra : « Les institutions internationales et autres instances de pouvoir ont été

contraintes ces dernières années d'incorporer certaines propositions et revendications faites au FSM. » Toutefois, après quelques éditions, le Forum se trouve dans une mauvaise passe. Comme l'indique Sami Nair, intellectuel égyptien et un des responsables du Forum des Alternatives : « Le FSM a joué un rôle important, mais s'est une formule qui commence à s'user. »

Alors, le Forum doit-il rester (comme l'indique sa charte des principes) un espace démocratique d'idées, d'approfondissement de la réflexion, de formulation de propositions et d'articulation entre organisations de la société civile, sans souscrire des documents, des déclarations conjointes ou se lancer dans des actions collectives ? Doit-il, au contraire, prendre un caractère plus affirmé et entreprendre des actions collectives ?

Ce qui est sûr, c'est que, depuis le tout début ou presque, cette question fait l'objet de débats intenses entre les partisans d'un Forum qui reste un espace de rencontre et d'échange (vu la diversité des organisations qui le constituent) et ceux qui proposent d'aboutir à des propositions uniques, de souscrire des documents conjoints et, à terme, d'entreprendre des actions collectives. Cette problématique resurgit à chaque édition du FSM, avec de plus en plus d'urgence. Et il n'est pas facile d'y répondre.

**V. M. de V.**